


Besoins annuels

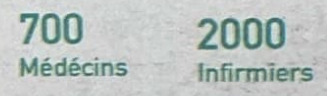


Manque globalement 

83.000

personnels (médecins, infirmiers, sages femmes, aides-soignants, techniciens de laboratoire, de soins dentaires ou ophtalmologiques, kinésithérapeutes, etc.) manquent globalement.

Offres par an



10.000 infirmiers formés entre 2017 et 2023

Ratio recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS, 2009) pour les pays à faibles revenus intermédiaires

23,4

personnel de santé pour 10.000 habitants

Les employés



Les recrutements de la Fonction publique

10%

Moyenne d'absorption du personnel formé

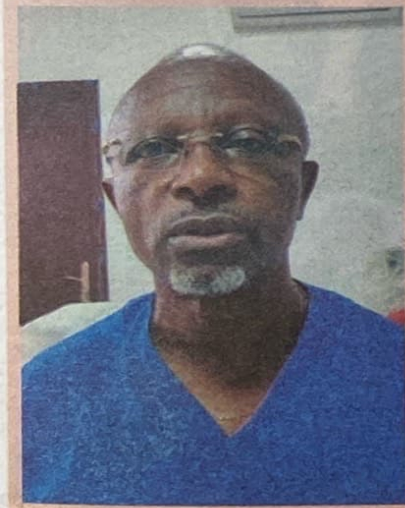


Coût moyen de la formation

1 million par an pour un médecin

750.000 F par an pour un infirmier

Source : Ministère de la Santé publique



« Le secteur doit rester fermé »

Luc Ouanji, responsable de la Confédération des syndicats autonomes du Cameroun en charge des questions de santé.

« La question d'emploi nous tient à coeur dans notre confédération, malheureusement nous n'avons aucun moyen d'y faire face. La politique de formation reste en inadéquation avec les capacités de l'Etat d'insérer les jeunes formés. Pour un seul établissement, une clinique de 21 lits à Douala, les dossiers en instance des deman-

deurs d'emploi sont ainsi répartis : médecins généralistes : 26, chirurgiens, gynécologues : six, chirurgiens-dentistes : trois, soit 35 pour le corps des médecins. Pour les infirmiers et aides-soignants, maïeuticiens et sages-femmes, anesthésistes, etc., on en a 92. Environ 247 jeunes ont donc déposé des dossiers d'emploi dans

une seule formation sanitaire qui emploie en ce moment près de 40 permanents et des médecins vacataires. Et on continue de former sans se soucier de ceux qui ont été formés et qui attendent. On enrichit les promoteurs des établissements privés, ce d'autant plus que le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle

est entré dans la danse. Le personnel de santé, tout comme les enseignants devraient être formés en fonction des possibilités d'emploi pour éviter des décès inutiles que nous enregistrons dans les villes et villages. Ce que je pense est donc que le secteur doit rester fermé, car il s'agit de la santé.»

Propos recueillis par J.B.K.